



Déclaration de Durham

Ensemble pour le droit de grève !

L'action syndicale est un élément essentiel du droit fondamental à la liberté d'association et de la démocratie dans le monde du travail. Sans elle, l'exploitation peut rester incontrôlée, en augmentant les inégalités et en nuisant à la rémunération et à la santé des travailleurs.

Pour les syndicats à la table des négociations, les négociations collectives s'apparentent à de la mendicité si leurs membres ne sont pas en mesure de débrayer collectivement de leur lieu de travail pour faire pression sur leurs homologues patronaux. Restreindre le droit de grève accroît mécaniquement les inégalités, ce qui a de graves répercussions sur l'ensemble de la société.

Bien qu'il soit inscrit dans plusieurs conventions internationales, dont la Charte des droits fondamentaux, ce droit fondamental des travailleurs est menacé dans le monde entier, y compris au Royaume-Uni et dans d'autres pays européens tels que la Finlande, la Hongrie et la France. Au niveau de l'OIT, le droit de grève est remis en cause par les employeurs.

Quarante ans après la grève des mineurs britanniques de 1984-1985, et à la veille du gala des mineurs de Durham, nous réaffirmons notre engagement à rester unis, au sein du mouvement syndical européen et international, et à repousser fermement toutes les attaques contre le droit de grève.

La grève est parfois le seul outil dont disposent les travailleurs pour se défendre. Nous n'assisterons jamais en silence à l'attaque de notre droit le plus fondamental. Élevons nos voix pour protéger ce principe essentiel de la négociation collective.

Le blocage du travail est un outil essentiel qui garantit un certain équilibre entre les travailleurs et les employeurs.

Enfin, inscrit dans la défense du droit de grève, dénonçons et combattons également la criminalisation de l'action syndicale. Trop de syndicalistes qui osent résister et exprimer les justes revendications des travailleurs sont victimes de procédures à leur encontre. Celles et ceux qui combattent les lois ou projets néfastes font les frais de politiques répressives inacceptables que nous devons dénoncer et faire cesser.

signé à Durham, Angleterre, le vendredi 12 juillet 2024